



L'Europe oubliée des candidats à la présidentielle

La place et la voix des régions dans les décisions européennes amélioreront la prise en compte de l'intérêt général. L'alerte lancée par le parlement wallon le montre.

Je salue l'initiative du parlement Wallon. Son président, Paul Magnette, a joué en quelque sorte les lanceurs d'alerte concernant les négociations commerciales entre l'Europe et le Canada. Le parlement wallon a fait acte de résistance face à la politique libérale de la Commission Européenne qui n'est qu'une suite de dérégulations commerciales, réglementaires et financières. Cela fait trente ans que ça dure. On nous promet qu'il y aura à la clé moins de chômage. Pourtant rien ne vient. Ce n'est donc pas la bonne méthode.

Les échanges intercontinentaux que l'on nous vante ne créeront pas d'emplois et ne participeront en rien à la nécessaire transition énergétique et à la lutte contre le réchauffement climatique. Il ne s'agit pas de prêcher le protectionnisme mais de repenser la façon de consommer, de produire et donc de travailler en orientant nos sociétés vers une plus grande utilité écologique de nos activités productives, vers la sobriété énergétique et l'innovation créatrice d'activités nouvelles.

Alors que l'Europe devrait s'attacher à résoudre la crise des migrants et à offrir des solutions rassurantes à sa population face aux tensions et aux guerres qui sont à ses frontières, les prétendants des grands partis à la présidence de la République ne parlent pas d'Europe. Ils rivalisent pour savoir comment continuer à concentrer tous les pouvoirs à Paris et réduire les dotations aux services publics, aux collectivités territoriales, réduire la protection sociale et imposer de nouvelles règles dans le droit du travail, allant vers toujours plus de précarité.

Ce traité n'est rien d'autre qu'une nouvelle tentative de poursuivre sur la voie qui nous a menés à la crise de 2008. Qui a perdu dans cette crise ? Certainement pas les banques et les actionnaires des grandes entreprises internationales. Certainement pas l'ex-président de la Commission européenne parti défendre les intérêts de l'une des banques responsables de cette crise.

Même tardive l'intervention du parlement wallon a été un moyen de retarder et de minimiser le risque de privatisation et de marchandisation des services publics tels que l'énergie, l'eau, les trains, la santé, l'éducation, les routes et les prisons qui permettent aux multinationales de mettre en place des péages, des loyers ou des dépôts de garantie, payables par les usagers voire par les gouvernements.

Le danger n'est pas écarté mais s'il y avait un peu partout en Europe des résistances comme celle du parlement wallon la démocratie en sortirait gagnante et l'intérêt général aussi.

Christian Troadec

Contacts :

info@christiantroadec2017.fr
grosclaude.david@orange.fr 06 83 01 19 37
gwenael.henry@free.fr 06 30 28 16 18
lavanant.andre@wanadoo.fr 06 07 45 90 51
quinquis.pierre@orange.fr 06 87 75 43 71



www.christiantroadec2017.fr